

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/43
29 décembre 1966

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Dix-neuvième session
Point 9 e) de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI ONT DEJA FAIT
L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION

(Discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter
tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays)

Déclaration du Conseil international des femmes juives, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie B)

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée
conformément aux dispositions des paragraphes 28 et 29 de la résolution
288 B (X) du Conseil économique et social.

(Déclaration reçue le 1er décembre 1966)

DECLARATION DU CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES JUIVES
SOUmise A LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES
MINORITES

Le Conseil international des femmes juives, qui a plus de 500 000 adhérents dans vingt pays différents, désire exposer ses vues sur une question pour lui très importante.

Le Conseil international des femmes juives s'est toujours vivement préoccupé de la protection et du bien-être de la famille, fondement de toutes les relations humaines. Sa dernière Convention, tenue à Londres en mai 1966, a eu d'ailleurs pour thème principal "La famille" dans ses multiples aspects et ramifications. C'est pourquoi il regrette d'autant plus profondément que la Commission des droits de l'homme n'ait pas trouvé le temps d'examiner le point de son ordre du jour intitulé "Discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays" que le rapport remarquable du juge Inglès sur ce sujet a été approuvé par la Sous-Commission il y a plusieurs années et a servi de base à l'élaboration d'un projet de principes.

Comme l'a souligné M. Inglès, nombreux sont ceux à qui on refuse l'autorisation de rejoindre leur famille. Toute interdiction découlant soit de l'application abusive de restrictions qui, dans des conditions normales, seraient justifiées, soit d'une limitation du droit de quitter un pays fondée sur des raisons religieuses, politiques ou raciales aboutit à la discrimination, avec toutes les épreuves qu'elle implique. Les mesures discriminatoires sont surtout tragiques lorsque des membres d'une famille sont autorisés à quitter un pays mais que ce droit est refusé aux autres; cela se traduit par une dislocation des familles, l'enfant étant privé de l'amour et des soins de ses parents, le mari ou la femme du soutien moral ou matériel de son conjoint, le vieillard de la joie et du réconfort que lui procurerait la compagnie de ses enfants et petits-enfants et, dans certains cas, d'un appui financier dont il a grand besoin.

Nous, femmes juives, sommes particulièrement touchées par le sort de dizaines de milliers de Juifs qui se voient refuser le droit de quitter certains pays de l'Europe centrale ou orientale, même dans le but de rejoindre leurs familles.

En tant qu'Israélites, la question nous touche d'autant plus que tant de nos coreligionnaires sont intéressés par ces mesures. Car les Juifs sont les premières victimes de la discrimination. Des familles israélites ont été totalement ou partiellement anéanties, et en nombre beaucoup plus grand que cela n'a été le cas pour tout autre groupe. Il importe donc au plus haut degré qu'au moins les rares survivants puissent rejoindre leurs familles dès que possible.

Nous nous préoccupons tout autant du sort de tous ceux qui, israélites ou non, sont prisonniers derrière des fils de fer barbelés ou même des murs dressés pour empêcher le regroupement naturel de familles ou de groupes unis par le sang ou par des liens religieux ou culturels. S'il était sanctionné par la Commission des droits de l'homme, le droit qu'a toute personne de quitter le pays où elle se trouve deviendrait applicable dans tous les cas. Ce devrait être un droit fondamental, garanti à tout individu, ainsi qu'il est stipulé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Heureusement, la situation à cet égard s'est un peu améliorée depuis quelques années et nous constatons notamment avec satisfaction que de nombreux Israélites ont été autorisés à quitter l'Union soviétique au cours des sept mois antérieurs à juin 1966. Le problème n'en reste pas moins très grave et met à dure épreuve de nombreux innocents.

L'année 1968 qui sera l'Année internationale des droits de l'homme marquera le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Conseil international des femmes juives prie instamment la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de recommander une fois de plus à la Commission des droits de l'homme d'examiner en priorité le projet de principes relatifs "au droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays" et d'achever cet examen afin que le projet puisse être approuvé par l'Assemblée générale au cours de l'Année internationale des droits de l'homme.
